

Communiqué commun des organisations syndicales de Vaucluse

CGT - FO - FSU - Solidaires - UNSA - CFDT

Les salaires, les emplois, les retraites, les services publics sont au cœur d'attaques sans précédent de la part du gouvernement et du patronat et chez nos voisins européens.

La volonté des pouvoirs publics de réduire les dépenses publiques et sociales, et donc de faire payer les conséquences de la crise aux actifs et retraités, est lourde de conséquences néfastes pour les travailleurs et la République sociale. Elle se traduit par une remise en cause des services publics au travers de la RGPP, et par des atteintes graves à notre protection sociale.

En 2010, outre les attentes en matière de salaires, d'emploi, de conditions de travail et de lutte contre le chômage, les retraites sont au centre des inquiétudes, donc des revendications prioritaires.

En matière d'emploi, les mesures prises par le gouvernement n'ont apporté aucune réponse aux urgences sociales malgré les exonérations de cotisations sociales pour les employeurs, subventions et autres prêts accordés aux banques.

En matière de salaires, on ne peut que condamner une hausse du smic limitée à 0,5%. Ceci rend d'autant plus difficile les augmentations de salaires par le biais de la négociation collective, se concrétisant par un manque de volonté des entreprises à ouvrir les négociations annuelles obligatoires ; **15% d'entre elles seulement le font en Vaucluse.**

S'agissant des retraites, le gouvernement veut une loi pour septembre afin de s'attaquer, une fois encore, aux droits des salariés du public et du privé en présentant comme inéluctables un nouvel allongement de la durée de cotisation et un report de l'âge légal au-delà de 60 ans au motif que nous vivons plus longtemps. Pourquoi faudrait-il qu'un tel progrès de société ne bénéficie pas à l'amélioration des conditions de vie ? Faut-il accepter de travailler plus longtemps quand tant de jeunes sont exclus du monde du travail ?

C'est pourquoi il convient de mobiliser en affichant clairement nos revendications :

- **Emplois :**

Avec plus de 39 000 chômeurs en Vaucluse (+ 16% en 1 an) au 31 janvier 2010, il est impératif de mobiliser les fonds de l'UNEDIC et que le gouvernement apporte des solutions adaptées à la situation d'urgence sociale que vivent les demandeurs d'emploi. Il est impératif d'obtenir la prolongation de l'indemnisation des chômeurs en fin de droit. La priorité doit être de répondre aux revendications des salariés dans le cadre d'un véritable service public de l'emploi. Il faut une autre dynamique de préservation et de création d'emplois en particulier dans le secteur industriel, les exemples ne manquent pas dans le département : Papeteries de Malaucène, SEPR, Kerry, etc..

Les richesses créées doivent permettre la relance de l'emploi, des salaires et des investissements.

- **Salaires :**

Dans ce contexte de crise économique persistante, la consommation passe par l'augmentation du pouvoir d'achat et donc des salaires, retraites et pensions, gage d'efficacité économique. Des marges de manœuvre existent et le patronat ne peut instrumentaliser le contexte économique dégradé pour s'opposer aux revalorisations de salaires. Nous devons œuvrer à l'ouverture de négociations partout pour obtenir des hausses importantes de salaires.

- **Retraites :**

La question du financement est la question essentielle. Il ne saurait être question d'accepter tout nouvel allongement de la durée de cotisation, tout report du droit à la retraite à 60 ans et toute remise en cause du Statut de la Fonction Publique, du code des pensions et des régimes spéciaux.

Le calcul sur les 6 derniers mois doit être maintenu dans le public et le retour au calcul sur les 10 meilleures années doit être obtenu dans le privé.

Un revenu de remplacement équivalent à au moins 75% du salaire brut, avec un minimum au niveau du SMIC, doit être garanti pour une carrière complète intégrant la pénibilité, les années d'études, l'apprentissage et les périodes de chômage.

**Telles sont les conditions pour garantir la solidarité entre les générations,
entre les salariés de toutes professions !**

Sécurisons le présent et l'avenir.

Ensemble le 23 mars pour de bons salaires, des emplois durables et des retraites de haut niveau.

Les organisations syndicales de Vaucluse appellent les salariés :

- ▶ à décider l'arrêt de travail dans les établissements et services du département,
- ▶ à construire des cahiers revendicatifs,
- ▶ à participer à la manifestation du 23 mars à 10h30 à Avignon au rond point de la gare (début du cours Jean Jaurès)